



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 80 de l'ordre du jour provisoire*

Responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies

Responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application des paragraphes 31 et 32 de la résolution [75/132](#) de l'Assemblée générale. On trouvera dans la section II un résumé des informations communiquées par les gouvernements sur la question de savoir si leur droit interne établit leur compétence à l'égard de leurs nationaux ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. La section III présente un résumé des informations communiquées par les États touchant la suite donnée par l'État de nationalité de l'intéressé(e) à toutes allégations crédibles laissant présumer qu'une infraction pénale a été commise par tel ou tel de ses ressortissants fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies et aux questions y relatives. La section IV donne un aperçu de la coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est d'échanger des informations et de faciliter les enquêtes et les poursuites, ainsi que de la protection des victimes et des témoins tout au long de la procédure. On trouvera à la section V un résumé des informations sur la vérification des antécédents communiquées par les États Membres qui fournissent du personnel à l'Organisation des Nations Unies. La section VI donne un aperçu des observations communiquées par les États au sujet du rapport du Groupe d'experts juridiques sur la question de la responsabilité des fonctionnaires de l'ONU et des experts en mission ayant commis des infractions pénales dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ([A/60/980](#)), notamment les mesures à prendre à l'avenir. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Établi en application de la résolution 75/132, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution, en particulier de ses paragraphes 10, 12, 13, 15, 18, 20 et 30, et des problèmes concrets rencontrés à cette occasion, en se fondant sur les informations reçues des États et du Secrétariat, le présent rapport propose un résumé des informations communiquées. Le texte intégral des communications reçues des États sera publié sur le site de la Sixième Commission (<https://www.un.org/fr/ga/sixth/>).
2. Des informations ont été reçues des États suivants : Autriche, Belgique, Équateur, El Salvador, Finlande, Ghana, Grèce, Lituanie, Madagascar, Malte, Norvège, Pays-Bas, Suisse et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
3. La section II comporte les informations communiquées au sujet de la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, comme suite au paragraphe 10 de la résolution 75/132, la section III étant consacrée à celles communiquées en application des paragraphes 18 à 20 de la résolution, et la section IV à celles transmises comme suite du paragraphe 12, cependant que la Section V traite des informations résultant du paragraphe 13 de la résolution et la section VI de celles découlant du paragraphe 15.
4. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat en application des paragraphes 6, 13, 14, 18 à 24 et 32 de la résolution.
5. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les précédents rapports présentés par le Secrétaire général au titre du point relatif à la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies¹. Comme le Secrétaire-général l'a dit dans ses précédents rapports, le présent rapport et le travail accompli par la Sixième Commission n'envisagent qu'un aspect des activités que l'Organisation des Nations Unies consacre à la question de la responsabilité pénale en son sein. Il est institué à l'ONU en matière de responsabilité divers mécanismes de communication de l'information qui intéressent aussi en partie la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Comme le Secrétaire général l'a noté dans ses précédents rapports (voir, par exemple, A/75/217), d'autres rapports résultant d'autres mandats peuvent présenter un intérêt sur ce sujet².

II. Établissement de la compétence pour les crimes de nature grave

Autriche

6. L'Autriche a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir A/63/260, A/72/205 et A/74/145).

Équateur

7. L'Équateur a indiqué que, bien que sa législation nationale ne contienne pas de dispositions spécifiques pour établir sa compétence à l'égard des crimes commis par ses nationaux ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies, son code pénal établissait sa compétence à l'égard de certaines infractions

¹ A/75/228, A/75/217, A/74/145, A/74/142, A/73/155, A/73/129, A/73/128, A/72/205, A/71/167, A/70/208, A/69/210, A/68/173, A/67/213, A/66/174 and A/66/174/Add.1, A/65/185, A/64/183 et A/64/183/Add.1, et A/63/260 et A/63/260/Add.1.

² Voir, par exemple, A/75/754, A/75/686 et A/75/648.

commises en dehors de son territoire. En application du paragraphe 2 de son article 14, le code pénal s'appliquait aux infractions commises hors du territoire équatorien dans les cas suivants : a) lorsque l'infraction produisait des effets en Équateur ou dans des zones soumises à sa juridiction ; b) lorsque l'infraction était commise à l'étranger, contre une ou plusieurs personnes équatoriennes et n'avait pas été jugée dans le pays où elle avait été commise ; c) lorsque l'infraction était commise par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ou de leurs devoirs officiels ; d) lorsque l'infraction portait atteinte à tout bien juridique protégé par le droit international, en application d'instruments internationaux ratifiés par l'Équateur, à condition qu'aucun procès n'ait été engagé devant une autre juridiction ; e) lorsque l'infraction constituait une violation grave des droits humains, conformément aux règles de procédure établies dans le code. L'article 400 du code pénal établissait la compétence à l'égard des Équatoriens ou des étrangers ayant commis des infractions au regard du droit international ou ayant violé les droits protégés par les conventions ou traités internationaux existants, à condition qu'ils n'aient pas été jugés dans un autre État.

8. Les dispositions du code pénal relatives aux crimes contre l'efficacité de l'administration publique établissaient les infractions liées au personnel des forces armées ou des autorités de police exerçant des fonctions dans le cadre de missions de paix, notamment les crimes contre les biens institutionnels des forces armées (art. 290), l'évitement des responsabilités par les membres des forces armées (art. 291), le dépassement des mandats dans l'exercice des fonctions (art. 293) et l'abus d'autorité (art. 294).

El Salvador

9. El Salvador a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/65/185](#), [A/67/213](#), [A/69/210](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)). En outre, il a indiqué avoir pris les mesures législatives nécessaires pour garantir l'ouverture d'enquêtes sur les crimes qui pourraient avoir été commis par ses nationaux alors qu'ils étaient fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 193 de sa constitution, le Bureau du Procureur général d'El Salvador était chargé de mener des enquêtes, avec la coopération de la Police nationale civile, et d'engager des procédures judiciaires, soit d'office, soit à la demande d'une partie. Il faisait partie du Ministère public et exerçait ses compétences indépendamment des autres organes de l'État. Il était guidé, notamment, par le principe de légalité. Selon les articles 9 et 13 de sa loi organique, les mesures prises par le Bureau du procureur général devaient être pleinement conformes à la constitution, aux traités internationaux et aux autres normes qui faisaient partie de l'ordre juridique d'El Salvador. Au niveau administratif, le Ministère de la défense était habilité à mener des enquêtes et des procédures disciplinaires à l'égard du personnel stationné dans les missions qui aurait pu avoir un comportement considéré comme une faute disciplinaire régie par les lois et règlements militaires.

Ghana

10. Le Ghana a dit que selon le régime juridique applicable à ses forces armées, les membres du personnel servant en qualité de fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies étaient responsables des crimes commis dans l'exercice de ces fonctions. Le code de discipline des forces armées ghanéennes régissait les activités des militaires opérant dans le pays et à l'étranger. La loi sur les forces armées et ses règlements prévoyaient l'existence d'infractions de service, qui avaient le caractère d'infractions pénales. En application de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 54 de la loi, l'infraction de service s'entendait de la violation par quiconque de tout règlement, ordre ou instruction publié à des fins d'information et d'orientation

générales des forces auxquelles cette personne appartenait, était attachée ou dont elle était détachée. Il pouvait s'agir de règlements, d'ordres ou d'instructions publiés pour l'information et l'orientation générales des forces des Nations Unies. L'article 114 de la loi définissait le terme « infraction de service » de façon large pour inclure les violations de tout autre texte législatif commises par une personne à laquelle s'appliquait le code. Tout acte ou omission de la part d'un membre des forces armées ghanéennes considéré comme une infraction au titre d'un règlement de l'ONU pouvait également être examiné au regard de l'article 78 de la loi. En application de son article 80, une personne pouvait être jugée au regard du code de discipline, que l'infraction présumée ait été commise au Ghana ou ailleurs.

11. Le Ghana a signalé également que des mesures étaient prises dans le cadre d'une révision de la législation afin de créer des infractions de service spécifiques pour les opérations de soutien à la paix, telles que l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Grèce

12. La Grèce a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/68/173](#), [A/70/208](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)).

Lituanie

13. La Lituanie a fait savoir qu'en vertu de l'article 5 de son code pénal, ses citoyens et autres résidents permanents dans le pays pouvaient être tenus responsables de crimes commis à l'étranger. Selon l'article 8 du code pénal, une personne ayant commis à l'étranger les crimes prévus aux articles 5 et 6 n'était tenue pénalement responsable que si l'acte commis était reconnu comme un crime et était punissable en application du code pénal de l'État dans lequel ce crime avait été commis et du code pénal lituanien. Lorsqu'une personne ayant commis un crime à l'étranger était poursuivie en Lituanie, mais que la peine prévue pour ce crime dans les deux pays n'était pas la même, la peine prononcée ne pouvait pas dépasser la peine maximale prévue par les lois du lieu de commission. En application du paragraphe 2 de l'article 8, une personne ayant commis un crime prévu à l'article 5 du code pénal n'était pas tenue responsable si elle : a) avait purgé la peine imposée par une juridiction étrangère ; b) avait bénéficié d'une réduction de la peine prononcée par une juridiction étrangère ; c) avait été acquittée ou libérée de toute responsabilité pénale ou de toute peine par décision d'une juridiction étrangère, ou si aucune peine n'avait été imposée car il y avait prescription ou pour d'autres motifs juridiques prévus dans cet État.

Madagascar

14. Madagascar a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/75/217](#)) et a dit souhaiter collaborer avec le Secrétaire général pour accélérer les procédures de poursuite ainsi que l'assistance technique des États et des organisations internationales dans l'établissement d'une législation nationale en la matière.

Malte

15. Malte a dit que la compétence des tribunaux maltais en matière pénale se fondait sur l'article 5 du code pénal. Celui-ci intégrait l'aspect personnel (nationalité) de la compétence, qui, avec le principe de territorialité du droit pénal, constituaient la base de la compétence pénale. En outre, en vertu de l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 5, les tribunaux maltais étaient compétents pour juger tout citoyen maltais ou résident permanent à Malte qui, en tout lieu ou à bord de tout navire, bateau ou aéronef, où qu'il se trouve, commettait une infraction contre la sécurité de l'État,

divulguait des secrets officiels, commettait des actes de torture ou d'autres traitements inhumains ou dégradants, falsifiait des obligations non garanties du Gouvernement ou des documents ou pratiquait la bigamie.

16. Selon l'alinéa g) du paragraphe 1 de l'article 5, peu importait la nationalité de l'auteur(e) de l'infraction du moment que cette personne, se trouvant à Malte, était le (la) donneur(se) d'ordre ou le (la) complice de l'une des infractions suivantes : arrestation, détention ou emprisonnement illégaux aggravés, torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, viol, enlèvement, homicide volontaire, dommages corporels, lésions corporelles graves suivies de mort, menaces écrites, chantage et violence domestique, fraude commerciale ou industrielle, provocation d'une explosion pouvant mettre en danger la vie ou la propriété, incendie criminel, possession, utilisation de matériel nucléaire ou radiologique ou destruction par déclenchement d'une mine.

17. L'alinéa h) du paragraphe 1 de l'article 5 permettait quant à lui aux autorités maltaises d'exercer leur compétence à l'égard d'une personne dont l'extradition avait été demandée mais refusée par le Ministre de la justice, soit parce que l'auteur(e) de l'infraction était un(e) citoyen(e) maltais(e), soit parce que la peine de mort risquait d'être prononcée. L'alinéa i) leur donnait compétence à l'égard de toute personne ayant commis une infraction qui, en application d'une disposition expresse de la loi, constituait une infraction même commise ailleurs qu'à Malte.

18. La compétence était également exercée en vertu de lois spéciales, par exemple la Loi sur les drogues dangereuses, l'article 328O du code pénal relatif à l'infraction de piraterie, ainsi que le paragraphe 3 de l'article 7 de la loi sur la Cour pénale internationale (chapitre 453 des lois de Malte), qui prévoyait que tout citoyen maltais ou résident permanent à Malte pouvait être poursuivi pour génocide, crimes contre l'humanité ou crimes d'agression, même si l'infraction avait été commise à l'étranger. L'article 121C du code pénal donnait également compétence aux tribunaux pénaux maltais (pour connaître de toute infraction prévue dans le code pénal) concernant l'exaction illégale, l'extorsion et la corruption (articles 112 à 141), même si une partie seulement de l'action constitutive de l'infraction avait eu lieu à Malte.

Pays-Bas

19. Les Pays-Bas ont indiqué que les informations communiquées précédemment (voir [A/73/129](#)) restaient complètes.

Norvège

20. La Norvège a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/72/126](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)).

Suisse

21. La Suisse a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/63/260](#), [A/66/174](#), [A/67/213](#), [A/71/167](#), [A/72/205](#), [A/73/129](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)).

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

22. Le Royaume-Uni a rappelé les vues qu'il avait exprimées précédemment (voir [A/71/167](#), [A/71/167/Corr.1](#) et [A/73/129](#)) et ajouté que la loi de 2021 sur les violences domestiques étendait la compétence extraterritoriale aux ressortissants et résidents du Royaume-Uni concernant un certain nombre d'infractions, notamment le meurtre, l'homicide involontaire, les atteintes à la personne (c'est-à-dire diverses formes d'agression), le viol et d'autres formes d'agression sexuelle, ainsi que certaines

infractions de harcèlement telles que le harcèlement obsessionnel et le fait de faire craindre à une personne des violences, ou encore le comportement dominateur ou coercitif dans une relation intime ou familiale.

III. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction, et questions connexes

Belgique

23. La Belgique a indiqué qu'en 2020, elle avait été informée par le Secrétaire général d'une allégation d'infraction grave formulée contre un ressortissant belge ayant la qualité de fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies. Ces informations avaient été transmises directement aux autorités judiciaires compétentes. La Belgique a informé le Secrétaire général des mesures prises dans cette affaire et donné suite à toute demande d'information émanant de ses services.

El Salvador

24. El Salvador a mis à jour les informations précédemment communiquées (voir [A/75/217](#)), ajoutant que, selon les dossiers de sa direction générale de la police nationale civile, une procédure avait été engagée en rapport avec un crime qui aurait été commis par un ressortissant salvadorien ayant la qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies.

Finlande

25. Rappelant les observations qu'elle avait faites précédemment (voir [A/71/167](#), [A/72/205](#), [A/73/129](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)), la Finlande a déclaré n'avoir été saisie d'aucune infraction grave commise par des nationaux finlandais ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. Si de telles allégations venaient à être portées à sa connaissance, la Finlande prendrait toutes les mesures voulues pour enquêter sur ces faits et en poursuivre les auteurs, conformément aux dispositions applicables de son droit interne.

Madagascar

26. Madagascar a signalé qu'une procédure pénale pour homicide involontaire avait été engagée contre un fonctionnaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en rapport avec un accident ayant fait un mort.

Suisse

27. La Suisse a rappelé les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/73/129](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)) et dit que toutes les affaires qui avaient été portées à son attention parce que les infractions présumées auraient été commises sur son territoire avaient été traitées.

IV. Coopération entre les États et entre ces derniers et l'Organisation des Nations Unies aux fins d'échanges d'information, de la conduite d'enquêtes et de poursuites, et de la protection des victimes et témoins en cours d'instance

Autriche

28. Rappelant les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/64/183](#)), l'Autriche a présenté des informations actualisées (voir [A/72/205](#) et [A/74/145](#)) pour ce qui est de la protection des victimes et des témoins prévue aux articles 65 et suivants de son code de procédure pénale. Elle a ajouté que les personnes qui faisaient l'objet de harcèlement obsessionnel (article 107 a) du code pénal), de harcèlement au moyen de systèmes de télécommunication ou d'ordinateurs (article 107 c) du code pénal) et de discours haineux (article 283 du code pénal), ainsi que de diffamation (article 111 du code pénal), d'accusations d'infractions pour lesquelles elles avaient purgé une peine ou bénéficié d'une remise de peine (article 113 du code pénal), d'insultes (article 115 du code pénal) et de fausses accusations (article 297 du code pénal) avaient droit à une aide psychosociale ou juridique visant à préserver leurs droits tout au long de la procédure pénale si l'on pouvait supposer, sur la base de certains indices, que l'acte avait été commis au moyen d'un système de télécommunication ou d'un ordinateur. Les mineurs qui avaient été témoins de violence dans leur environnement social (violence dans la famille ou violence contre les enfants) pouvaient aussi en bénéficier.

Équateur

29. L'Équateur a indiqué qu'il était partie à de nombreux accords multilatéraux et bilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire. En outre, il disposait d'un cadre juridique pour la protection des victimes et des témoins. En matière d'entraide judiciaire, l'Équateur fournissait un soutien continu à d'autres pays.

El Salvador

30. El Salvador a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/74/145](#) et [A/75/217](#)) et ajouté qu'il disposait d'instruments juridiques pour garantir que la protection et la prise en charge des victimes prévoyaient un traitement approprié tenant compte des questions de genre.

Ghana

31. Le Ghana a signalé que le refus des plaignants de comparaître en qualité de témoins était un problème majeur. Étant donné que dans la plupart des cas, on ne pouvait pas obliger les plaignants à comparaître en qualité de témoins, leur refus de témoigner bloquait généralement toute procédure disciplinaire mise en place par les forces armées ghanéennes.

Grèce

32. La Grèce a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/75/217](#)).

Lituanie

33. La Lituanie a indiqué que l'article 13 de la constitution interdisait l'extradition des citoyens lituaniens, sauf si un traité international en disposait autrement. En vertu

du paragraphe 1 de l'article 9 de son code pénal, tout(e) citoyen(ne) lituanien(ne) qui avait commis un acte criminel en Lituanie ou sur le territoire d'un autre État pouvait être extradé(e) vers l'État étranger ou remis à la Cour pénale internationale uniquement en application d'un traité auquel la Lituanie était partie ou d'une résolution du Conseil de sécurité.

34. En Lituanie, l'entraide judiciaire dans les affaires pénales était fournie conformément aux dispositions du code de procédure pénale et aux accords internationaux ratifiés. En l'absence d'un traité international, la réciprocité pouvait être appliquée en tant que fondement juridique de l'entraide judiciaire. Dans ce cas, l'entraide judiciaire ne devait pas être contraire à la constitution, à la législation nationale et aux principes fondamentaux de la procédure pénale.

35. La Lituanie a déclaré qu'elle accordait une attention particulière à la protection des victimes et des témoins dans les procédures pénales. Selon la règle générale inscrite dans le code de procédure pénale, dans chaque enquête pénale, le (la) juge, le (la) procureur(e) et le (la) fonctionnaire chargé(e) de l'enquête préliminaire devaient expliquer aux participant(e)s quelles étaient les garanties judiciaires et s'assurer qu'ils (elles) pouvaient les exercer. Toutes les victimes avaient le droit d'être informées de l'état de la procédure pénale les concernant, de faire une déclaration, de présenter des demandes, d'exclure certains éléments, de participer à l'évaluation de leurs besoins de protection spéciale, d'avoir accès au dossier pendant l'enquête préliminaire et le procès, de participer à la procédure et de faire une déclaration finale, de former un recours contre les mesures prises par le (la) fonctionnaire chargé(e) de l'enquête préliminaire, le (la) procureur(e), le (la) juge chargé(e) de l'enquête préliminaire et le tribunal, ainsi que de faire appel du jugement ou de la décision du tribunal. Dans chaque affaire, au plus tard lors du premier entretien avec la victime, le (la) fonctionnaire chargé(e) de l'enquête préliminaire ou le (la) procureur(e) devait procéder à une évaluation des besoins de protection particuliers de la victime, tels que la nécessité de recourir aux garanties établies par le code de procédure pénale pour la protéger d'un traumatisme mental, de conséquences criminelles ou d'autres conséquences négatives liées à ses circonstances personnelles, à la nature du crime ou aux circonstances de sa commission. Les victimes, les membres de leur famille et les témoins pouvaient également bénéficier des mesures de protection prévues par la loi sur la protection des participants aux procédures pénales et des agents des services de renseignement, de la justice et des services de détection et de répression.

36. La Lituanie transposait, dans sa législation nationale, la Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil en date du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.

Malte

37. Malte a signalé que l'extradition était régie par la loi sur l'extradition (chapitre 276 des lois de Malte). Certaines règles et certains principes régissant l'extradition, tels que la règle de la double incrimination, celle des infractions donnant lieu à extradition et les principes de la non-extradition pour délit politique et de spécialité s'appliquaient également en droit maltais.

Madagascar

38. Madagascar a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/75/217](#)). Il a ajouté que concernant le droit à la défense, en vertu du paragraphe 1 de l'article 53 de la loi n° 2017-013 modifiant et complétant les dispositions du code de procédure pénale relatives aux garanties d'un procès équitable, pendant l'enquête préliminaire, toute personne soupçonnée d'avoir commis

un délit ou un crime avait le droit de choisir un(e) défenseur(se). Le paragraphe 1 de l'article 53 *bis* prévoyait qu'à l'audience initiale, les suspects qui n'avaient pas choisi de défenseur pendant l'enquête préliminaire devaient être informés par le (la) juge d'instruction ou le (la) procureur(e) de leur droit d'en choisir un(e).

Norvège

39. La Norvège a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/74/145](#) et [A/75/217](#)).

V. Vérification des antécédents par les États Membres fournisseurs de personnel à l'Organisation des Nations Unies

Équateur

40. L'Équateur a signalé que sous la direction du commandement conjoint des Forces armées de l'Équateur, les militaires et le personnel de police suivaient un entraînement dans l'école et unité des missions de paix (Unidad Escuela Misiones de Paz) avant leur déploiement dans les missions de paix des Nations Unies. Le bureau des Nations Unies en Équateur comptait un bureau des affaires civiles chargé de la coordination.

El Salvador

41. El Salvador a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/74/145](#) et [A/75/217](#)), ajoutant qu'il avait fait des efforts importants pour garantir l'application de critères rigoureux dans la sélection des fonctionnaires et des experts qu'il envoyait en mission.

Madagascar

42. Madagascar a fait savoir qu'il était d'accord avec les dispositions du paragraphe 13 de la résolution [75/132](#) et a déclaré que les fonctionnaires ou les experts en mission des Nations Unies devaient également prendre connaissance des coutumes et des lois locales du pays hôte.

VI. Observations sur le rapport du Groupe d'experts juridiques, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner

Équateur

43. L'Équateur a dit qu'il était important pour les États de prendre note de l'appel lancé par l'Assemblée générale au paragraphe 10 de sa résolution [75/132](#), qui avait engagé vivement les États à envisager d'établir leur compétence à l'égard des infractions, graves en particulier, réprimées par leur droit pénal interne et commises par leurs nationaux ayant qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies, au moins lorsque la conduite pénalement réprimée par leur législation l'était également par celle de l'État hôte. Pour lui, la demande formulée au paragraphe 9 de la résolution [75/132](#) revêtait une très grande importance.

44. L'Équateur a également souligné qu'il fallait rétablir la crédibilité et la réputation de l'accusé(e) lorsque les allégations étaient infondées et garantir la protection contre les représailles ou l'intimidation des fonctionnaires et experts en

mission des Nations Unies qui signalaient la commission de crimes graves par d'autres fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

El Salvador

45. El Salvador a produit de nouveau les informations communiquées précédemment (voir [A/74/145](#) et [A/75/217](#)).

Finlande

46. La Finlande a de nouveau indiqué (voir [A/73/129](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)) qu'elle restait disposée à examiner toute proposition visant à établir un cadre juridique international global qui viendrait mettre fin à l'impunité des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies ayant commis des infractions.

Suisse

47. La Suisse a rappelé les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/71/167](#), [A/72/205](#), [A/73/129](#), [A/74/145](#) et [A/75/217](#)) et déclaré qu'il était urgent de progresser sur cette question.

VII. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction, et questions connexes

48. Aux paragraphes 18 à 24 et 28 à 32 de sa résolution [75/132](#), l'Assemblée générale a demandé instamment aux États Membres de communiquer des informations au Secrétaire général, prié ce dernier de lui fournir certains renseignements et demandé à l'Organisation de prendre certaines mesures concernant la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

Infractions pénales commises par des membres du personnel déployés dans des missions

49. Le Secrétaire général continue de renvoyer les allégations crédibles laissant présumer que des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction pénale aux États de nationalité des intéressés, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution. En outre, conformément aux orientations publiées en 2018, les missions sont tenues de coopérer aux enquêtes et poursuites qui peuvent être engagées par les États hôtes dans ces affaires. En ce qui concerne le personnel militaire déployé dans les missions des Nations Unies sur le terrain, qui ne peut faire l'objet de poursuites dans les États hôtes, le Secrétariat continue, en collaboration avec les pays fournisseurs de contingents, d'assurer le suivi des mesures prises à la suite d'allégations fondées de faute, notamment des poursuites pénales, le cas échéant.

50. Au cours de la période considérée, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité des personnes concernées 45 affaires liées à des infractions

pénales présumées mettant en cause des membres du personnel des missions³, dont 1 affaire d'exploitation et d'atteintes sexuelles (voir annexe I).

Renvoi d'affaires mettant en cause des fonctionnaires ou experts en mission au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

51. La demande formulée au paragraphe 18 de la résolution 75/132 est semblable à celles que l'Assemblée générale a formulées au paragraphe 18 de la résolution 74/181 (voir A/75/217, pour 2019/20), au paragraphe 18 de la résolution 73/196 (voir A/74/145, pour 2018/19), au paragraphe 18 de la résolution 72/112 (voir A/73/129, pour 2017/18), au paragraphe 17 de la résolution 71/134 (voir A/72/205, pour 2016/17), au paragraphe 15 de la résolution 70/114 (voir A/71/167, pour 2015/16) et au paragraphe 9 des résolutions 69/114 (voir A/70/208, pour 2014/15), 68/105 (voir A/69/210, pour 2013/14), 67/88 (voir A/68/173, pour 2012/13), 66/93 (voir A/67/213, pour 2011/12), 65/20 (voir A/66/174, pour 2010/11), 64/110 (voir A/65/185, pour 2009/10), 63/119 (voir A/64/183, pour 2008/09) et 62/63 (voir A/63/260, pour 2007/08).

52. Pendant la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité, par l'intermédiaire des missions permanentes concernées, 67 affaires relatives à 67 fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies à des fins d'enquête et d'engagement éventuel de poursuites. Parmi ces affaires, 6 concernaient des allégations de corruption et de fraude, dont 1 concernait également des allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles ; 2 portaient aussi sur des allégations de vol ; 16 concernaient des allégations de fraude ; 39 concernaient des allégations de fraude aux prestations ; 5 concernaient des allégations d'exploitation sexuelle ou d'atteintes sexuelles, dont 1 concernait également des allégations de corruption et de fraude, comme indiqué ci-dessus ; 16 concernaient des allégations d'agression physique ; 1 des allégations de violence et de vandalisme. On trouvera plus de détails sur ces affaires, comme le prévoit le paragraphe 32 de la résolution 75/132, dans l'annexe I du présent rapport.

Informations communiquées par les États concernant tous actes d'enquête et de poursuites accomplis, le cas échéant, et assistance demandée au Secrétariat

53. Conformément au paragraphe 20 de la résolution 75/132, le Secrétariat a demandé que les États auxquels des affaires avaient été renvoyées tiennent l'Organisation informée de toute mesure prise par les autorités nationales en rapport avec ces affaires et prié le Secrétaire général de suivre auprès des États concernés les affaires pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue. À la date d'établissement du présent rapport, le Secrétariat a été informé des mesures prises concernant 10 affaires renvoyées aux États au cours de la période considérée. On trouvera également à l'annexe I les réponses reçues de la part des États au cours de la période considérée concernant les affaires renvoyées lors de périodes antérieures.

Informations sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1^{er} juillet 2007

54. L'annexe I au présent rapport contient des informations sur les cas de renvoi d'allégations crédibles aux autorités nationales comme suite à la résolution 62/63 et aux résolutions suivantes sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Elle contient également des renseignements et des mises à jour communiquées par les États Membres pour y donner suite depuis le

³ Sur les 45 affaires enregistrées, 7 concernent des membres du personnel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets effectuant des travaux dans le cadre ou au nom d'une mission de maintien de la paix.

1^{er} juillet 2007, et renseigne sur ces cas classés en diverses rubriques. On y trouvera en outre les dates auxquelles les demandes d'informations actualisées ont été adressées aux États par le Secrétaire général, comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 32 de la résolution [75/132](#).

Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies

55. Au paragraphe 19 de sa résolution [75/132](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de demander à tous les États ayant informé l'Organisation d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies de lui rendre compte de l'évolution de ces enquêtes ou poursuites, pour autant que celles-ci ne s'en trouvent pas affectées. Conformément aux paragraphes 19 et 32 de cette résolution, on trouvera dans l'annexe II au présent rapport des informations sur 22 enquêtes ou poursuites à l'encontre de fonctionnaires ou d'experts en mission communiquées à l'Organisation pendant la période considérée et dont l'insertion dans le présent rapport n'a pas été contestée par l'État concerné. L'annexe II comprend également des informations sur trois affaires de la période précédente qui n'avaient pas été incluses dans le rapport précédent ([A/75/217](#)) car elles n'étaient pas encore disponibles lors de l'élaboration dudit rapport.

Utilisation éventuelle par les États exerçant leur compétence d'informations résultant d'enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies

56. Au paragraphe 22 de sa résolution [75/132](#), l'Assemblée générale a prié l'Organisation, lorsque ses enquêtes sur des allégations donnaient à penser qu'une infraction grave avait pu être commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies, d'envisager toutes les mesures propres à permettre aux États de faire éventuellement usage des informations et pièces ainsi réunies aux fins des poursuites pénales qu'ils auraient engagées et ce, sans perdre de vue les droits de la défense. Dans le même sens, au paragraphe 24 de la résolution, elle a prié instamment l'Organisation de continuer à coopérer avec les États qui exerçaient leur compétence en vue de leur fournir, dans le respect des règles applicables du droit international et des accords régissant les activités de l'Organisation, toutes informations et pièces utiles aux fins des poursuites pénales qu'ils engageaient.

57. Il importe à cet égard de rappeler que le cadre juridique applicable aux renvois d'affaires par l'Organisation et au rôle du Secrétaire général à cet égard est déjà défini dans un rapport précédent du Secrétaire général sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (voir [A/63/260](#), sect. IV).

58. L'Organisation des Nations Unies coopère avec les services chargés de l'application des lois et les autorités judiciaires des États Membres intéressés, conformément aux droits et obligations résultant pour elle de la Charte des Nations Unies et de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi que des autres accords internationaux et principes de droit gouvernant la matière. Par suite, elle communique toutes informations ou tous documents utiles et lève, au cas par cas, l'immunité de toute personne dès lors que le Secrétaire général considère que cette immunité viendrait entraver le cours de la justice et pourrait être levée sans que les intérêts de l'Organisation s'en trouvent préjudiciés. En conséquence, l'Organisation peut communiquer à telles autorités compétentes toutes informations et pièces utiles en sa possession, celles-ci pouvant être caviardées en cas de besoin, sous réserve du respect de la confidentialité et des privilèges et immunités. Il convient de noter que l'Organisation des Nations Unies

n'ayant pas compétence pour mener des enquêtes ou exercer des poursuites pénales, il appartient aux autorités judiciaires saisies par elle de toutes informations ou pièces d'en apprécier la valeur probante, y compris la recevabilité aux fins de toute instance.

**Protection des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies
contre toutes mesures de rétorsion**

59. En ce qui concerne les informations demandées aux paragraphes 23 et 25 de la résolution [75/132](#), celles résultant des rapports précédents du Secrétaire général (voir, par exemple, [A/70/208](#), par. 34 et 35) sont toujours d'actualité. En outre, la version révisée de la circulaire du Secrétaire général sur la « Protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés » ([ST/SGB/2017/2/Rev.1](#)) a été publiée le 28 novembre 2017.

VIII. Mesures concrètes visant à renforcer la formation préalable au déploiement et la procédure de vérification des antécédents

60. Le Secrétaire général continue d'attendre que les membres du personnel des Nations Unies recrutés par l'Organisation fassent preuve des plus hautes qualités d'intégrité. À cet effet, les candidats externes aux postes de fonctionnaire sont tenus de signaler leurs antécédents judiciaires et les fonctionnaires en poste qui font l'objet d'une condamnation pénale doivent en informer l'Organisation. Parallèlement, le Secrétariat continue de demander aux États Membres qui fournissent du personnel pour les missions des Nations Unies de certifier que les personnes qu'ils déploient n'ont pas d'antécédents judiciaires et n'ont pas commis de fautes. Pour sa part, l'Organisation s'emploie à vérifier dans les états de service des fonctionnaires que ceux-ci n'ont pas commis de fautes lors d'affectations antérieures dans le système des Nations Unies. Cette procédure est mise en place progressivement dans les missions depuis 2007 et tout le personnel civil, militaire et de police qui y est déployé fait l'objet d'une vérification de ses antécédents. Des améliorations techniques sont apportées de façon à permettre que tout le personnel du Secrétariat soit soumis à une telle procédure. Les renseignements dont dispose le Secrétariat sont également enregistrés dans la base de données ClearCheck, établie pour consigner les faits avérés d'exploitation et d'atteintes sexuelles et les cas de harcèlement sexuel, l'information étant accessible à toutes les entités des Nations Unies participantes.

61. L'Organisation continue de veiller à ce que les personnes qui rejoignent l'Organisation et les policiers et militaires qui sont déployés dans des missions soient pleinement informés que l'Organisation attend d'eux qu'ils observent les normes de conduite des Nations Unies, y compris l'obligation de respecter les lois des pays hôtes. À cet effet, les membres du personnel doivent suivre une série de cours de formation obligatoires sur les normes de conduite des Nations Unies, et le Secrétariat continue de mettre à la disposition des États Membres des supports de formation pour la formation préalable au déploiement des policiers et des militaires, qui apportent des précisions sur l'obligation de se conformer aux lois nationales et sur les conséquences possibles d'un manquement à cette obligation. Ces supports de formation sont disponibles sous différentes formes, y compris la formation en ligne obligatoire sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, qui peut être intégrée aux programmes de formation nationaux de diverses manières. Le Secrétariat continue d'être en rapport avec les institutions nationales et internationales de formation au maintien de la paix, la société civile et les institutions publiques qui contribuent à préparer le personnel civil, militaire et policier aux missions des Nations Unies. Enfin, les missions continuent d'offrir aux membres du personnel civil, militaire et de police

une formation à leur arrivée, ainsi que des formations de mise à jour des connaissances, et de sensibiliser le personnel aux normes de conduite des Nations Unies par divers canaux.

Annexe I

Informations supplémentaires sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1^{er} juillet 2007

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
1	2008	2007/08	MINUL	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
2	2008	2007/08	UNOPS	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés moyennant la mise en place d'un système de marchés truqués	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
3	2008	2007/08	MINUS	Atteinte sexuelle	Viol et agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
4	2009	2008/09	MINUT	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Conduite en état d'ivresse ayant fait un blessé et un mort	Une enquête a été ouverte par l'État Membre : aucune autre information n'a été communiquée	Oui	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
5	2009	2008/09	ONUCI	Contrefaçon	Détention de fausse monnaie en connaissance de cause et menaces verbales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
6	2009	2008/09	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
7	2009	2008/09	FNUAP	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
8	2009	2008/09	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement et utilisation frauduleuse de fonds destinés à des projets financés par des donateurs	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
9	2009	2009/10	MONUC	Contrebande	Achat illicite et contrebande de diamants non taillés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
10	2010	2009/10	Secrétariat	Vol/détention illégale d'arme à feu	Vol d'une arme à feu appartenant aux Nations Unies et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
11	2010	2009/10	Secrétariat	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses d'indemnité au titre de l'allocation-logement de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 mars 2012
12	2010	2009/10	UNIFEM	Corruption/fraude	Détournement frauduleux de biens afférents à des projets des Nations Unies vers des comptes privés	Une enquête et des poursuites contre des personnes étrangères aux Nations Unies ayant un lien avec l'affaire ont été engagées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
13	2010	2009/10	Secrétariat	Fraude aux prestations/fraude aux visas	Présentation de demandes frauduleuses de visa et	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	6 décembre 2011 : réponse reçue de l'État Membre, qui

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					d'indemnité pour charges de famille			communiquée par l'État Membre	a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
14	2010	2010/11	MONUC	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 mars 2012
15	2010	2010/11	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
16	2010	2010/11	ONUCI	Agression physique/détention illégale d'arme à feu	Agression physique et brandissement illégal d'une arme à feu	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
17	2010	2010/11	MINUT	Vol/corruption/fraude	Transfert frauduleux de fonds sur un compte privé au moyen de virements électroniques	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
18	2010	2010/11	MINUSTAH	Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur : agression physique sur la personne d'un mineur	La police de l'État Membre a pris des mesures disciplinaires à l'égard de la/des personne(s) concernée(s) : les poursuites pénales ont été abandonnées par les autorités nationales	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
19	2010	2010/11	FNUAP	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
20	2011	2010/11	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
21	2011	2010/11	MINUL	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
22	2011	2011/12	MANUI	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2012
23	2011	2011/12	ONUCI	Corruption/fraude	Présentation de factures de carburant frauduleuses	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juillet 2012
24	2012	2011/12	UNICEF	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant la falsification d'ordres de paiement	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juillet 2012
25	2012	2011/12	PNUD	Corruption/fraude	Acceptation de pots-de-vin et trucage d'une passation de marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 juin 2012
26	2012	2011/12	UNICEF	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information	17 décembre 2012

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					versement frauduleux de traitements			communiquée par l'État Membre	
27	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
28	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
29	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
30	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
31	2012	2011/12	PAM	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 décembre 2012
32	2012	2012/13	MINUSTAH	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
33	2012	2012/13	PNUE	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies destinés au règlement de fournisseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés
34	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
35	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
36	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
37	2012	2012/13	MINUSTAH	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
38	2013	2012/13	MINUK	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	L'État Membre a examiné la question et confirmé qu'il n'engagerait pas de poursuites.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013
39	2013	2012/13	PNUD	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013
40	2013	2012/13	UNRWA	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
41	2013	2013/14	Secrétariat	Tentative de sollicitation de mineurs	Tentative de sollicitation de mineurs à l'aide de technologies de l'information et de moyens de communication des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Informations transmises par l'État Membre
42	2013	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
43	2013	2013/14	MINUL	Vol	Vol de pneus appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	15 janvier 2014

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
44	2013	2013/14	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 avril 2014 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
45	2013	2013/14	UNSOA	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
46	2014	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
47	2014	2013/14	Secrétariat	Corruption/fraude	Détournement, par la falsification de documents, de fonds des Nations Unies destinés au règlement de dépenses vers des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
48	2014	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande et réception d'avantages abusifs, financiers et autres, fournis par des donateurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
49	2014	2013/14	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 septembre 2014

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
50	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
51	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
52	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
53	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
54	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Demande de pots-de-vin en échange d'informations confidentielles	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
55	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Demande de pots-de-vin à des partenaires des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
56	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
57	2014	2014/15	MINUSS	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par l'usurpation des fonctions de fonctionnaire des Nations Unies chargé des achats	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	16 décembre 2014
58	2014	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'encaissement de faux chèques et la préparation d'opérations financières irrégulières	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 juin 2017
59	2014	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	8 septembre 2015
60	2014	2014/15	UNOPS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2015

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
61	2014	2014/15	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés
62	2015	2014/15	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 mai 2015
63	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'endossement et l'encaissement de chèques établis à l'ordre de fonctionnaires	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
64	2015	2014/15	MINUSS	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 juin 2015
65	2015	2014/15	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 juin 2015
66	2015	2014/15	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
67	2015	2014/15	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016
68	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le retrait frauduleux d'actifs destinés au règlement de fournisseurs	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
69	2015	2014/15	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre. Des mesures disciplinaires ont abouti à une sanction de rétrogradation. L'ONU a informé l'État Membre qu'elle estimait cette sanction insuffisante au regard de la gravité des faits	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juin 2016, 18 mars 2021
70	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
71	2015	2015/16	FNUAP	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la communication de renseignements confidentiels à un fournisseur potentiel	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
72	2015	2015/16	PNUD	Corruption/fraude	Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016
73	2015	2015/16	UNSOA	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 janvier 2016, 20 mai 2016, 28 décembre 2016
74	2015	2015/16	MONUSCO	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la falsification et la présentation à des fournisseurs potentiels de bons de commande frauduleux	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, 16 mai 2016, 21 novembre 2016
75	2015	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies par le versement de règlements frauduleux sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, 13 juin 2016, 1 ^{er} février 2017
76	2015	2015/16	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique	Agression sexuelle et physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 février 2016, 28 septembre 2016, 30 janvier 2017
77	2015	2015/16	MINUL	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 mars 2016, 28 septembre 2016, 1 ^{er} janvier 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
78	2016	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude/ exploitation et atteintes sexuelles	Demande et acceptation de pots-de-vin et demande de faveurs sexuelles ; agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 avril 2016, 4 août 2016, 1 ^{er} février 2017
79	2016	2015/16	PNUD	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 avril 2016, 4 août 2016, 1 ^{er} février 2017
80	2016	2015/16	PNUE	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
81	2016	2015/16	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016, 28 septembre 2016, 23 mars 2017
82	2016	2015/16	MINUAD	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Les autorités nationales sont au fait des allégations	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
83	2016	2015/16	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	8 juillet 2016, 21 novembre 2016, 28 février 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
84	2016	2015/16	MINUSTAH	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
85	2016	2015/16	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
86	2016	2015/16	MINUSTAH	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 août 2016, 28 décembre 2016, 27 avril 2017, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
87	2016	2015/16	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2016, 28 décembre 2016, 14 juillet 2017
88	2016	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, 28 février 2017, 14 juillet 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					de travailler pour les Nations Unies				
89	2016	2015/16	Secrétariat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
90	2016	2016/17	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, 28 février 2017, 28 août 2017
91	2016	2016/17	MINUSTAH	Vol	Vol de bâtiments préfabriqués	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
92	2016	2016/17	ONUCI	Corruption/fraude/vol	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies ; utilisation de fausses cartes pour voler des seaux de peinture	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 décembre 2016, 23 mars 2017, 7 septembre 2017
93	2016	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de faux documents à l'appui de demandes d'indemnité pour frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 décembre 2016, 23 mars 2017, 30 octobre 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
94	2016	2016/17	PNUD	Fraude aux prestations	Fraude aux prestations, fausse déclaration, falsification et fausse certification et utilisation abusive de ressources du PNUD	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 26 septembre 2017
95	2016	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
96	2016	2016/17	MINUSS	Vol	Vols de climatiseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
97	2016	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
98	2016	2016/17	MONUSCO	Corruption/fraude	Demande frauduleuse de fonds pour l'obtention de visas ; présentation d'une fausse habilitation pour vendre un véhicule des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	complémentaires, voire les deux 28 février 2017, 31 mai 2017, 30 octobre 2017
99	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier	L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence	Non	L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence	28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017
100	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 15 décembre 2017
101	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Demande et réception frauduleuses d'espèces versées par une banque dans le cadre d'opérations de conversion de devises du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017
102	2016	2016/17	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2017, 7 septembre 2017, 15 décembre 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
103	2016	2016/17	FNUAP	Corruption/fraude	Collusion avec deux sociétés en vue de présenter de faux documents de passation de marché et d'orienter la décision du FNUAP dans l'adjudication des marchés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2017, 14 juillet 2017, 15 décembre 2017
104	2016	2016/17	HCDH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
105	2017	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
106	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
107	2017	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de prendre de mesures étant donné qu'une enquête était en cours dans un autre État Membre
108	2017	2016/17	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de prestation	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
109	2017	2016/17	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'adultes	Plusieurs infractions, dont le viol	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
110	2017	2016/17	MONUSCO	Corruption/fraude	Fabrication de faux documents en vue de l'achat de batteries automobiles, de pneus et de fournitures de bureau	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 7 septembre 2017, 28 février 2018
111	2017	2016/17	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 12 septembre 2017, 6 février 2018
112	2017	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
113	2017	2016/17	PNUD	Corruption/fraude	Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 28 août 2017, 28 février 2018

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
114	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
115	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
116	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
117	2017	2016/17	MANUA	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
118	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
119	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
120	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
121	2017	2016/17	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
122	2017	2016/17	ONUN	Agression	Voies de fait sur un individu et menaces au moyen d'une arme de service	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 août 2017, 29 novembre 2017, 31 mai 2018
123	2017	2016/17	PNUD	Corruption/fraude	Vol et détournement de fonds des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 août 2017, 31 janvier 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
124	2017	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Envoi de fausses factures de voyage et détournement de fonds	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 septembre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
125	2017	2017/18	ONUCI	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 octobre 2017, 31 janvier 2018, 13 mars 2018, 31 juillet 2018, 18 décembre 2018
126	2017	2017/18	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies destinés à un fournisseur de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
127	2017	2017/18	Secrétariat	Vol	Vol de cartouches d'encre destinées à des imprimantes de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
128	2017	2017/18	ONU-Habitat	Corruption/fraude	Falsification de documents de l'ONU en vue de l'obtention d'une pièce d'identité de l'Organisation et d'un visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
129	2017	2017/18	ONUCI	Menace d'agression	Menace proférée en brandissant une arme à feu	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
130	2017	2017/18	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018
131	2017	2017/18	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018
132	2017	2017/18	MINUAD	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la falsification de documents et l'adjudication de marchés à des sociétés associées à des membres de la famille	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					de la/des personne(s) concernée(s)				complémentaires, voire les deux
133	2017	2017/18	MONUSCO	Corruption/fraude	Falsification de titres de voyage de l'ONU qui ont été présentés aux autorités nationales en vue de l'obtention frauduleuse d'un visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
134	2017	2017/18	HCR	Corruption/fraude	Corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
135	2017	2017/18	MONUSCO	Corruption/fraude	Falsification d'un document de l'ONU et présentation de faux documents aux autorités nationales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 mars 2018, 29 juin 2018, 3 janvier 2019
136	2018	2017/18	Secrétariat	Corruption/fraude	Sollicitation frauduleuse de biens de tiers	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2018, 31 juillet 2018, 31 janvier 2019
137	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
138	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
139	2018	2017/18	UNJSPF	Corruption/fraude/infraction liée à la drogue	Trafic et vente de stupéfiants ;	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					falsification de documents de l'ONU			communiquée par l'État Membre	
140	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles/ corruption/fraude	Demande illicite de faveurs sexuelles ; versement d'un pot-de-vin à un fonctionnaire d'État	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 5 mars 2019, 14 juin 2019
141	2018	2017/18	PNUD	Corruption/fraude	Fraude douanière	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
142	2018	2017/18	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique	Agression sexuelle sur la personne de deux mineurs ; agression physique sur la personne de deux mineurs	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure pénale.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2018, 5 novembre 2018
143	2018	2017/18	FNUAP	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2018, 5 novembre 2018, 30 avril 2019
144	2018	2017/18	UNOPS	Corruption/fraude	Extorsion à l'encontre de fonctionnaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 décembre 2018, 3 juin 2019
145	2018	2017/18	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 17 juin 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
146	2018	2017/18	MINUSMA	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
147	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
148	2018	2017/18	MANUA	Agression physique	Agression physique et menaces verbales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
149	2018	2018/19	UNOPS	Corruption/fraude	Falsification d'un document de l'ONU dans l'intention de le présenter aux autorités nationales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 novembre 2018, 31 janvier 2019, 31 juillet 2019
150	2018	2018/19	MANUI	Vol	Vol de biens appartenant à l'Organisation des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 novembre 2018, 31 janvier 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
									complémentaires, voire les deux
151	2018	2018/19	ONUN	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019, 30 septembre 2019
152	2018	2018/19	ONU-Habitat	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure des contrats frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019, 30 septembre 2019
153	2018	2018/19	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	L'État Membre a engagé une procédure pénale et une procédure disciplinaire	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre, 5 mars 2021
154	2018	2018/19	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteintes et exploitation sexuelles sur la personne d'un adulte et menaces verbales en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
155	2018	2018/19	MINUK	Vol	Divulgarion irrégulière	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	31 janvier 2019, 30 avril 2019, 31 octobre 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					d'informations confidentielles			communiquée par l'État Membre	
156	2018	2018/19	ONU-Femmes	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2019, 30 avril 2019, 11 novembre 2019
157	2019	2018/19	CSRE	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 avril 2019, 31 juillet 2019, 29 mai 2020
158	2019	2018/19	HCR	Corruption/fraude	Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Affaire en cours d'examen, dans l'attente d'un suivi
159	2019	2018/19	HCR	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	11 juin 2019, 31 octobre 2019, 7 mai 2020
160	2019	2018/19	MINUSCA	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des partenaires des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
161	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
162	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
163	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
164	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
165	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					Nations Unies sur des comptes privés				
166	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
167	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
168	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
169	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés				
170	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
171	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
172	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
173	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés				
174	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
175	2019	2018/19	ONUN	Vol	Vol de biens à l'économat de l'ONUN	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
176	2019	2018/19	ONUN	Vol	Vol de biens à l'économat de l'ONUN	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
177	2019	2018/19	ONU-Habitat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
178	2019	2018/19	PNUD	Fraude	Fraude dans la passation de marchés en vue d'acquérir des biens avec des fonds du PNUD et d'en tirer un avantage financier frauduleux, au	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					bénéfice, notamment, d'une société associée à des membres de la famille de la/des personnes(s) concernée(s)				
179	2019	2018/19	MINUL	Fraude	Détournement de fonds des Nations Unies en vue de la passation de marchés et du détournement ultérieur de marchandises	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020
180	2019	2018/19	MONUSCO	Fraude aux prestations	Falsification de documents des Nations Unies et présentation de fausses demandes d'indemnité journalière de subsistance	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020
181	2019	2018/19	HCR	Corruption/fraude	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019, 2 décembre 2019
182	2019	2018/19	UNOPS	Fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant l'établissement d'ordres de paiement frauduleux et la falsification de documents de fournisseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019, 2 décembre 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
183	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
184	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
185	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
186	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
187	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
188	2019	2018/19	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Mise en état terminée	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
189	2019	2018/19	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Mise en état terminée	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
190	2019	2018/19	UNOPS	Fraude	Fraude liée à un emploi simultané par deux organismes différents des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 septembre 2019 ; 31 décembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
191	2019	2019/20	MINUSMA	Menaces et agression physique	Menaces de mort avec arme de service et agression physique d'un (ancien) partenaire domestique	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
192	2019	2019/20	ONUDC	Fraude	Fraude dans la passation d'un marché	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
193	2019	2019/20	ONUDC	Vol	Vol par détournement de cartes de carburant	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	demandé des informations complémentaires, voire les deux Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
194	2019	2019/20	PNUE	Fraude aux prestations	Fraude ayant trait à l'indemnité pour frais d'études	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019 ; l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
195	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020
196	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020
197	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					d'assurance maladie de l'ONU				
198	2019	2019/20	UNOPS	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin/falsification d'une lettre d'emploi de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020 ; Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
199	2019	2019/20	MINURSO	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020
200	2019	2019/20	UNOPS	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020
201	2019	2019/20	MINUSMA	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
202	2019	2019/20	HCR	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020
203	2019	2019/20	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 décembre 2019, 31 mars 2020 ; l'ONU a été informée des

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
									mesures prises par l'État Membre
204	2019	2019/20	UNOPS	Fraude	Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 janvier 2020, 7 mai 2020, 3 novembre 2020
205	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude	Fraude dans la passation d'un marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 février 2020, 29 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
206	2019	2019/20	PNUD	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies au moyen de paiements frauduleux	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2020, 10 juillet 2020, 5 janvier 2021
207	2019	2019/20	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime et que, l'infraction présumée ayant été commise hors de sa juridiction, des difficultés se posaient pour recueillir des preuves et rencontrer la victime	31 mars 2020 : l'État Membre a informé l'ONU qu'il n'était pas en mesure à l'heure actuelle d'engager une action en justice

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
208	2019	2019/20	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
209	2019	2019/20	HCR	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds du HCR	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
210	2019	2019/20	HCR	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds du HCR	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
211	2020	2019/20	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
212	2020	2019/20	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
213	2020	2019/20	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés				demandé des informations complémentaires, voire les deux
214	2020	2019/20	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 mai 2020, 31 août 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
215	2020	2019/20	FNUAP	Corruption/fraude	Actes de collusion et de corruption et menaces	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juillet 2020, 30 septembre 2020, 24 juin 2021
216	2020	2019/20	MANUSOM	Fraude	Falsification d'une lettre d'emploi en vue de l'obtention d'un prêt hypothécaire	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juillet 2020, 30 septembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
217	2020	2019/20	MINUSS	Fraude	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 août 2020, 3 novembre 2020
218	2020	2019/20	FISNUA	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 septembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
219	2020	2019/20	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles et agression physique	Exploitation sexuelle et agression physique sur la personne d'un adulte	L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime	Non	L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
								plainte de la victime	
220	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 3 février 2021
221	2020	2020/21	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
222	2020	2020/21	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
223	2020	2020/21	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
224	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 3 février 2021
225	2020	2020/21	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
226	2020	2020/21	PNUE	Fraude/corruption/vol	Détournement de fonds du PNUE	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 2 février 2021
227	2020	2020/21	ONUDC	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un(e) conjoint(e) séparé(e)	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 2 février 2021
228	2020	2020/21	HCR	Fraude	Détournement de fonds du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2020, 3 mars 2021
229	2020	2020/21	Secrétariat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
230	2020	2020/21	FNUAP	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2020, 3 mars 2021
231	2020	2020/21	UNRWA	Vol/corruption/fraude	Détournement de fonds de l'UNRWA	Les autorités nationales ont ouvert une enquête et engagé une procédure	Non	Aucune information communiquée par les autorités nationales	4 décembre 2020, 3 mars 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
									les autorités nationales
232	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 janvier 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
233	2020	2020/21	ONUDC	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021, 5 mai 2021
234	2020	2020/21	HCR	Fraude	Fraude présumée et détournement d'argent liquide	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021, 5 mai 2021
235	2020	2020/21	HCR	Fraude	Fraude présumée et détournement d'argent liquide	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021, 5 mai 2021
236	2020	2020/21	CSRE	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
237	2020	2020/21	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 mars 2021, 1 ^{er} juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
238	2020	2020/21	ONUN	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 mars 2021, 1 ^{er} juin 2021
239	2020	2020/21	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 mars 2021, 1 ^{er} juin 2021
240	2020	2020/21	BANUS	Fraude	Présentation de demandes de visa frauduleuses	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
241	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
242	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
243	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
244	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
245	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
246	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					Nations Unies sur des comptes privés				
247	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
248	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
249	2020	2020/21	MINUSCA	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
250	2020	2020/21	MINUSS	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
251	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
252	2021	2020/21	HCR	Corruption/fraude/exploitation et atteintes sexuelles	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés, agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 mai 2021
253	2021	2020/21	HCR	Corruption/fraude	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 mai 2021
254	2021	2020/21	PNUD	Corruption/fraude	Fraude dans la passation d'un marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
255	2021	2020/21	FINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} juin 2021
256	2021	2020/21	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} juin 2021
257	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
258	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
259	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
260	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
261	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
262	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
263	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU			communiquée par l'État Membre	
264	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
265	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
266	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
267	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
268	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					d'assurance maladie de l'ONU				
269	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
270	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
271	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
272	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
273	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
274	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
275	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
276	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
277	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
278	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021
279	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	24 juin 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU			communiquée par l'État Membre	
280	2021	2020/21	FNUAP	Fraude	Détournement de fonds pour l'achat de cartes de données prépayées	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
281	2021	2020/21	PNUE	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
282	2021	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
283	2021	2020/21	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
284	2021	2020/21	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
285	2021	2020/21	Secrétariat	Violence/vandalisme	Violence à l'égard d'un ancien partenaire et dommages matériels	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
286	2012	2020/21	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à un prestataire d'assurance maladie	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

Abréviations : BANUS : Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie ; BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CSRE : Centre de services régional d'Entebbe ; FISNUA : Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MANUSOM ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUS : Mission des Nations Unies au Soudan ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MINUT : Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste ; Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; MONUC : Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ; ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; ONUN : Office des Nations Unies à Nairobi ; PAM : Programme alimentaire mondial ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNIFEM : Fonds de développement des Nations Unies pour la femme ; UNJSPF : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; UNSOA : Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie.

Annexe II

Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies depuis le 1^{er} juillet 2016

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
1	2016/17	ONU-Habitat	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne de mineurs	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
2	2016/17	TPIR	Menace de mort	Menaces de mort écrites	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
3	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
4	2016/17	MINUSCA/FINUL	Inconnu	Inconnu	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
5	2016/17	MINUSTAH	Vol/activités de bandes organisées/détention illégale d'arme à feu	Association avec une bande organisée impliquée dans des vols de véhicules et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
6	2016/17	MONUSCO	Fraude	Vente frauduleuse de biens et émission de chèques sans provision	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
7	2016/17	MONUSCO	Trafic d'espèces menacées d'extinction	Trafic d'espèces menacées d'extinction (ivoire)	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
8	2016/17	Mission des Nations Unies en Colombie	Exploitation et atteintes sexuelles	Harcèlement sexuel à l'encontre d'un adulte ayant refusé une demande de faveurs sexuelles	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
9	2016/17	Mission des Nations Unies en Colombie	Menace d'agression physique	Menaces proférées à l'encontre d'un adulte lors d'une séparation	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
10	2016/17	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles	Aggression sexuelle et viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
11	2016/17	MINUL	Vol/fraude	Vol de fonds et de fraude résultant du non-paiement de dettes	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
12	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Demande retirée par le/la requérant(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
13	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Contentieux de la paternité et non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
14	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable	Non	Aucune information n'a été communiquée
15	2016/17	MINUSS	Sédition	Activités subversives, notamment la fourniture d'un appui aux forces de l'opposition	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
16	2016/17	MINUSS	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
17	2016/17	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Paiement d'une amende	Non	Aucune information n'a été communiquée
18	2016/17	MANUA	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière ayant entraîné la mort	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
19	2016/17	Département de la sûreté et de la sécurité	Exploitation et atteintes sexuelles	Aggression sexuelle sur la personne d'un mineur	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
20	2016/17	MIFRTP	Exploitation et atteintes sexuelles	Aggression sexuelle sur la personne mineurs	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
21	2016/17	CCNUCC	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un adulte	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
22	2016/17	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
23	2016/17	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Non-respect de la priorité aux piétons et conduite sans permis	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
24	2016/17	UNITAR	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Non-respect des règles de priorité à un croisement, ayant entraîné des blessures	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
25	2016/17	UNICEF	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
26	2016/17	FINUL	Infraction liée à la drogue	Usage de drogues illicites	Enquête terminée	Non	Aucune information n'a été communiquée
27	2016/17	FINUL	Fraude/falsification	Utilisation d'un faux document du gouvernement	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
28	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
29	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
30	2017/18	MONUSCO	Complicité de meurtre	Complicité de meurtre	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
31	2017/18	MONUSCO	Complicité de meurtre	Complicité de meurtre	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
32	2017/18	MONUSCO	Menace de mort	Menaces de mort	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
33	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
34	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
35	2017/18	BINUGBIS	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière ayant entraîné la mort	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
36	2017/18	MANUA	Consommation d'alcool/agression physique	Consommation d'alcool et agression physique d'agents de police	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
37	2017/18	MINUAD	Terrorisme/atteinte à la sûreté de l'État	Terrorisme et atteinte à la sûreté de l'État	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
38	2017/18	MINUL	Vol/fraude	Fraude immobilière	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable d'outrage à magistrat : poursuites pour fraude en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
39	2017/18	MINUL	Vol/fraude	Participation à la vente de biens volés	Demande retirée par le/la requérant(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
40	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
41	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
42	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
43	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
44	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
45	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
46	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
47	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
48	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
49	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
50	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
51	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
52	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
53	2017/18	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle d'un adulte	Affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
54	2017/18	HCR	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
55	2017/18	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
56	2017/18	FNUAP	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle d'un adulte	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
57	2017/18	OSASG-Chypre	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Utilisation d'un véhicule à moteur sans certificat ni vignette	Paiement d'une amende	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
58	2017/18	MINUSS	Fraude	Vente frauduleuse de biens de tiers	Règlement amiable ; plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
59	2017/18	MINUSS	Atteinte à la pudeur d'une femme	Diffusion de fausses informations sur la nature d'une relation avec une femme	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
60	2017/18	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
61	2017/18	MONUSCO	Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger	Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
62	2017/18	MONUSCO	Violation des règles de sécurité routière	Modification de la signalisation horizontale	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
63	2017/18	MONUSCO	Troubles à l'ordre public	Participation aux activités de milices, à des incendies criminels et à des troubles à l'ordre public	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
64	2017/18	MONUSCO	Fraude	Vente frauduleuse de biens	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
65	2017/18	MONUSCO	Détention et imputation abusives	Détention et imputation abusives	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
66	2017/18	MONUSCO	Arrestation arbitraire et imputation abusive	Arrestation arbitraire et imputation abusive	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
67	2017/18	UNRWA	Fraude	Faux et usage de faux	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
68	2017/18	UNRWA	Infraction liée à la drogue	Possession et usage de drogues illicites	Inconnu	Non	Aucune information n'a été communiquée
69	2017/18	UNRWA	Contrefaçon	Contrefaçon	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
70	2017/18	UNRWA	Infraction liée à la drogue	Possession et usage de drogues illicites	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
71	2017/18	UNRWA	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Conduite d'un véhicule à moteur causant un blessé	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
72	2017/18	MINURSO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
73	2017/18	MONUSCO	Harcèlement sexuel	Harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Non	Aucune information n'a été communiquée
74	2017/18	Secrétariat	Corruption	Réception de pots-de-vin	Enquête arrêtée	Non	Aucune information n'a été communiquée
75	2018/19	MONUSCO	Adultère	Liaison extraconjugale	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) ; en appel	Non	Aucune information n'a été communiquée
76	2018/19	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
77	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
78	2018/19	MONUSCO	Fraude	Acquisition frauduleuse d'un bien	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
79	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
80	2018/19	MONUSCO	Fraude	Établissement d'un chèque sans provision	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
81	2018/19	MONUSCO	Sédition	Association illégale avec des groupes armés	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
82	2018/19	MONUSCO	Fraude	Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
83	2018/19	MONUSCO	Fraude	Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies	Abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
84	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
85	2018/19	MONUSCO	Occupation illégale de biens	Occupation illégale de biens	Jugement rendu	Non	Aucune information n'a été communiquée
86	2018/19	MONUSCO	Harcèlement	Prise en photo d'une personne sans autorisation	Règlement amiable. Plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
87	2018/19	MONUSCO	Fraude/falsification	Vente frauduleuse de biens et utilisation de faux documents	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
88	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
89	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
90	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
91	2018/19	MONUSCO	Agression physique/fraude	Coups et blessures involontaires et non-paiement de la facture d'hôpital de la victime	Règlement amiable ; plainte retirée	Oui	Aucune information n'a été communiquée
92	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
93	2018/19	MONUSCO	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
94	2018/19	MONUSCO	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
95	2018/19	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
96	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
97	2018/19	MINUSMA	Vol à main armée	Participation à un vol à main armée dans une entreprise locale	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
98	2018/19	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
99	2018/19	Secrétariat	Détention illégale d'arme à feu	Violation d'une loi relative à la possession d'armes à feu et	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
				menaces au moyen d'une arme à feu			
100	2018/19	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Conduite en état d'ivresse ayant causé un accident	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
101	2018/19	UNRWA	Menace de mort	Menaces avec une arme à feu	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
102	2018/19	Secrétariat	Agression	Agression physique sur la personne d'un adulte	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
103	2018/19	Secrétariat	Fraude	Fraude moyennant la falsification de documents n'émanant pas de l'ONU visant à obtenir des subventions auprès des autorités locales	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
104	2018/19	UNICEF	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
105	2018/19	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Affaire classée ; résultat de l'enquête et des poursuites sous scellés	Non	Aucune information n'a été communiquée
106	2018/19	MONUSCO	Inconnu	Litige concernant le lieu d'habitation	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
107	2018/19	UNICEF	Fraude	Fraude aux visas	Enquête terminée	Non	Aucune information n'a été communiquée
108	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
109	2019/20	MONUSCO	Vol/fraude	Vol et extorsion/fraude	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
110	2019/20	MONUSCO	Non-paiement d'une dette	Non-paiement de la pension alimentaire des enfants	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
111	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
112	2019/20	MONUSCO	Aide à la réalisation d'un avortement	Aide à la réalisation d'un avortement	Affaire classée ; abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
113	2019/20	MONUSCO	Fraude	Infraction ayant trait à une dette	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
114	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
115	2019/20	MONUSCO	Vol	Infraction ayant trait à une dette	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
116	2019/20	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
117	2019/20	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
118	2019/20	MONUSCO	Fraude	Établissement d'un chèque sans provision	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
119	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
120	2019/20	MONUSCO	Tentative d'enlèvement, menace et diffamation	Tentative d'enlèvement, menace et diffamation	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
121	2019/20	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
122	2019/20	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
123	2019/20	Secrétariat	Infraction liée au recouvrement d'une dette	Manquement aux obligations de paiement résultant d'une décision de justice	Dette réglée ; affaire classée	Oui	Aucune information n'a été communiquée
124	2019/20	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
125	2019/20	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Enlèvement et viol sur la personne d'un adulte	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
126	2019/20	MINUSMA	Agression, contrainte, torture	Agression physique, contrainte, non-assistance à personne en danger, abandon et torture sur la personne d'un mineur	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable d'agression et non coupable de contrainte et non-assistance à personne en danger	Oui	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
127	2019/20	MINUSS	Inconnu	Inconnu	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
128	2019/20	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Règlement amiable ; plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
129	2019/20	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
130	2019/20	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Règlement amiable ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
131	2019/20	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée ; le défendeur s'est acquitté de la totalité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
132	2019/20	FINUL	Agression	Agression physique d'un partenaire domestique	Affaire classée ; abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
133	2019/20	Secrétariat	Agression	Agression physique d'un (ancien) partenaire domestique	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
134	2019/20	MINUSTAH	Inconnu	Traite de personnes	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
135	2019/20	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
136	2019/20	MONUSCO	Adultère	Liaison extraconjugale	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
137	2020/21	MONUSCO	Enlèvement d'enfant	Enlèvement d'un enfant	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
138	2020/21	MONUSCO	Fraude	Défaut de paiement d'une dette/abus de confiance	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
139	2020/21	MONUSCO	Diffamation	Diffamation	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
140	2020/21	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
141	2020/21	MONUSCO	Abandon d'enfant	Abandon d'un enfant	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
142	2020/21	MONUSCO	Contrefaçon	Contrefaçon	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
143	2020/21	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
144	2020/21	MONUSCO	Agression physique, menaces de mort et abandon d'enfant	Agression physique, menaces de mort et abandon d'enfant	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
145	2020/21	MONUSCO	Agression	Violence domestique	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
146	2020/21	MONUSCO	Abandon d'enfant	Abandon d'un enfant	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
147	2020/21	MONUSCO	Rétention illégale de document	Rétention illégale de document	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
148	2020/21	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
149	2020/21	MONUSCO	Fraude	Fraude	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
150	2020/21	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
151	2020/21	MINUAD	Fraude	Fraude	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
152	2020/21	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
153	2020/21	MINUSS	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
154	2020/21	MINUSS	Fraude	Fraude	Règlement amiable Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
155	2020/21	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Règlement amiable ; affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
156	2020/21	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
157	2020/21	MINUSS	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
158	2020/21	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

Abréviations : BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MIFRTP : Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; OSASG-Chypre : Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

^a D'autres affaires ont été signalées mais les États Membres concernés ne souhaitent pas qu'elles figurent dans le présent rapport.

^b Lorsqu'un État Membre présente une demande de levée de l'immunité, il est procédé à un examen officiel visant à déterminer si celle-ci s'applique ou non dans l'affaire en question. On trouvera de plus amples informations sur la pratique de l'ONU en la matière dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote [A/63/331](#).